

Publié le: 08-07-2013



Comme tous nos partenaires européens, l'Allemagne et la France observent avec beaucoup d'attention la crise actuelle en Bulgarie, la seconde en moins de six mois : une crise de confiance dans les modes de gouvernance du pays, comme le montrent les revendications exprimées.

### **Le refus du modèle oligarchique**

Il est clair que, désormais, la société bulgare se montre très exigeante sur le sens de l'intégral de ses élites politiques, administratives, judiciaires et économiques. À l'évidence, elle s'inquiète de la pénétration d'intérêts privés dans la sphère publique.

La nécessité de nommer aux fonctions officielles des personnalités incontestées – compétentes, plaçant le bien public au-dessus des intérêts particuliers, en mesure de résister aux pressions – est une évidence dans les démocraties. Ceci suppose des procédures transparentes et réfléchies. En Bulgarie comme ailleurs, c'est évidemment capital pour toutes les instances chargées de lutter contre la criminalité organisée et la corruption, de garantir la sécurité intérieure, de contrôler les échanges commerciaux, d'assurer les besoins énergétiques du pays dans le souci de son indépendance.

Dans tous ces domaines, des nominations non transparentes ne peuvent que faire le jeu de la corruption et du crime organisé. La démocratie ne va pas sans le pluralisme des médias. De plus en plus de citoyens bulgares – et les partenaires européens de la Bulgarie – s'inquiètent de la concentration croissante des médias écrits et audiovisuels, dans des conditions non transparentes, et des risques qui s'ensuivent sur la liberté d'expression. Le pluralisme des médias passe par une réglementation anti-concentration qui soit efficace et dont les institutions compétentes vérifient effectivement la mise en œuvre.

L'appartenance à l'Union européenne est un choix de civilisation. Le modèle oligarchique n'y a pas sa place, en Bulgarie pas plus qu'ailleurs : il ne peut que conduire à la formation d'un « Etat dans l'Etat ».

### **L'essor de la société civile**

La crise de confiance actuelle ne doit pas conduire à céder au pessimisme sur l'avenir de la Bulgarie. Au contraire, elle exprime une volonté ferme des Bulgares de voir le pays administré dans le souci de l'intégral général.

L'essor de la société civile est une excellente nouvelle, avec son esprit civique, son attachement à la démocratie, son refus de céder aux provocations, son souci de l'avenir. Nous saluons la manière dont la police bulgare a garanti ces dernières semaines l'expression pacifique de cette société civile. Celle-ci mérite en effet d'être encouragée : une société civile active, forte, moderne, qui croit en son pays et se demande ce qu'elle peut faire pour lui, est un pilier majeur de toute démocratie dans le monde, comme de l'avenir de la Bulgarie. Face aux défis présents, il appartient aux principales institutions et forces politiques de trouver ensemble des voies pour avancer,

## Tribune des Ambassadeurs de France et d'Allemagne : La bonne gouvernance est l'affaire de tous

---

en tenant compte des demandes de la société.

Nous tenons à saluer la détermination du Président Plevneliev à maintenir l'ancrage de la Bulgarie dans les valeurs européennes et dans l'Etat de droit, et à promouvoir la transparence et l'exigence de morale et éthique. Le rôle de garant des institutions et de l'unité nationale qui revient au chef de l'Etat est primordial dans les circonstances présentes et mérite le respect.

Le Parlement est le lieu naturel du débat politique. Ce débat suppose naturellement que l'ensemble des formations politiques élues y participent. En revanche, les comportements extrémistes, les discours d'intolérance et de xénophobie, les appels à la haine raciale, ethnique ou religieuse et à la violence, les provocations et troubles à l'ordre public, sont inacceptables, et particulièrement au sein d'un Etat membre de l'Union européenne ; dans un Etat de droit, ils doivent évidemment être sanctionnés dès lors qu'ils transgressent la loi.

\*

La bonne gouvernance du pays est l'affaire de tous les Bulgares. Mais elle est aussi l'affaire de tous les Européens : en tant que contribuables (près de 40% des fonds européens à la Bulgarie proviennent des contribuables allemands et français) ; parce que nos économies sont interdépendantes ; et, tout simplement, parce que nos destins sont désormais liés.

*La tribune des deux ambassadeurs est publiée dans le quotidien [24 Tchassa du 08 juillet 2013](#).*